

Langues et cité

Les langues en Guyane

Connaitre la situation linguistique concrète des populations est, pour l'État et les collectivités publiques, une nécessité pratique en même temps qu'une obligation démocratique.

Langues et cité

Bulletin de l'observatoire des pratiques linguistiques

Situation sociolinguistique	p. 2
Quelques chiffres	p. 4
Présences créoles	p. 5
Langues dans l'Ouest	p. 6
Le CORAL	p. 9
Médiateurs bilingues	p. 11
Observatoire des pratiques linguistiques	p. 12
Entretien J.-P. Ferreira	p. 13

En ce qui concerne plus particulièrement la Guyane, l'émergence de revendications relatives à la dignité linguistique et culturelle des diverses populations, le désarroi des enseignants confrontés à une situation linguistique à laquelle ils ne sont pas préparés, font du plurilinguisme guyanais un important enjeu social et politique.

C'est pourquoi la Guyane est un terrain privilégié pour la recherche en linguistique et en sociolinguistique. Ce département se prête particulièrement bien à l'observation d'une société plurilingue et à l'expérimentation de politiques originales.

En liaison avec le secrétariat d'État à l'outre-mer, le ministère de la Culture (DGLFLF) a lancé, en 2000, un plan de recherche pluriannuel dont la réalisation est confiée à l'IRD (Institut de recherche pour le développement). Ce plan s'efforce de répondre à une forte demande sociale : il s'agit, à partir d'une meilleure connaissance des langues de la région et des rapports qu'elles entretiennent, d'utiliser les résultats de la recherche à des fins opérationnelles : aboutir à l'élaboration de programmes éducatifs et culturels qui tiennent compte de la réalité vécue des locuteurs et contribuent à leur épanouissement personnel et social.

Les intérêts convergent pour souhaiter une meilleure connaissance du milieu et une mobilisation des chercheurs en sciences humaines : l'objectif est de produire des connaissances et de les mettre au service des acteurs sociaux.

Situation socio-linguistique

Des ensembles créoles hétérogènes

Quoique désormais minoritaires, les créoles de Guyane, souvent auto-identifiés *Guyanais*, restent le groupe le plus important du département. Leur langue, appelée localement *patois*, est un créole à base française actuellement soumis à une intense francisation. Le lexique en particulier converge vers le français de Guyane, réalité linguistique encore mal perçue. Guyanais et Antillais (Martiniquais et Guadeloupéens anciennement établis) sont en

de groupe, se forge sur le Maroni une « langue du fleuve » que Blancs et Créoles confondent, sous l'appellation *takitaki*, soit avec le *sranan tongo*, créole de Surinam, soit avec l'une des langues des Noirs Marrons qu'ils ne distinguent pas.

Des Amérindiens en remontée démographique

Seules six ethnies sont encore présentes en Guyane (tableau 3). Si les Teko (ou *Émerillons*) résident tous en Guyane, les cinq autres groupes vivent à cheval sur des frontières coloniales : France/Brésil pour les Palikur et les Wayampi ; France/

kali'na se maintient, malgré une perte sensible de locuteurs dans certaines communautés. Le palikur compte près de 90 % de locuteurs, cependant que les trois ethnies de l'intérieur avoisinent encore les 100 %, dont un nombre appréciable de monolingues.

Des étrangers dynamiques

Sous-peuplée, mais désormais soumise aux pressions s'exerçant sur ses deux frontières fluviales, la Guyane attire les étrangers (tableau 4).

Les Haïtiens, échappant à l'extrême misère d'une terre surexploitée, constituent la

chent leur brésilianité avec fierté, en particulier dans l'usage qu'ils font de leur langue, variante amazonienne du portugais populaire, riche de très nombreux régionalismes. Sur la frontière orientale, le portugais est en passe de devenir la première langue, devant le français et le créole.

À partir de 1982, lorsqu'une guerre civile ravagea leur pays, les Surinamiens ont, eux, traversé la frontière occidentale, découvrant avec fascination un insupportable îlot de richesse. Concentrés dans des emplois subalternes, ils parlent le *sranan tongo*, créole à base

HOMMES ET LANGUES E

UNE SITUATION SOCIOLIN

train de se fondre dans une créolité à la française, face à la masse des Créoles haïtiens paupérisés avec qui ils entendent ne pas être confondus.

Autre imposant ensemble linguistique créole (tableau 2), quoique non reconnu comme tel en Guyane, les Noirs Marrons ou *Bushinenge*, en rapide croissance démographique, regroupent des Ndjuka, des Parmaka (ou Paramaka), les Aluku-Boni et des Saamaka (ou Saramaka), tous venus de l'ex-Guyane hollandaise, parlant des créoles à base lexicale anglaise. Accompagnant l'émergence d'une conscience

Surinam/Brésil pour les Wayana ; France/Surinam/Guyana pour les Arawak ; enfin, record absolu, Venezuela/Guyana/Surinam/France/Brésil pour les Kali'na. Après avoir frôlé l'extinction physique, les Amérindiens ont, au cours des cinquante dernières années, opéré une spectaculaire remontée démographique. Leurs six langues appartiennent à trois grandes familles linguistico-culturelles de l'Amazonie. On sait les langues minoritaires menacées à la surface du globe. La Guyane ne fait pas exception : l'arawak est en voie d'y être perdu, avec moins d'une dizaine de locuteurs. Le

plus importante et la plus misérable colonie étrangère. Un quart des naissances du département doit leur être crédité. Exclusivement créolophones à leur arrivée, ils ont introduit dans le créole guyanais un vocabulaire spécialisé associé au culte du *vaudou*.

La ruée vers l'or amorcée au milieu des années 80 a provoqué depuis l'Amapá un flux continu, incontrôlé et fantasmagorique. Venant de toute l'Amazonie, les Brésiliens excellent dans l'exploitation aurifère, clandestine ou non. Peu soucieux de devenir français, les Brésiliens affi-

anglaise imprégné de néerlandais. Affichant elle aussi un puissant dynamisme, leur langue est devenue indispensable pour toute conversation interethnique dans le bas fleuve Maroni (cf. article de Léglise, Migge et Alby).

Un foisonnement d'autres communautés linguistico-culturelles

Il existe en Guyane plus d'une dizaine d'autres communautés culturelles, françaises ou non, parlant sa langue ou non, d'importance démographique variable. Citons encore la communauté libanaise, la communauté chinoise, les

Dominicains et Saints-Luciens, les Guyanais, ou encore diverses minorités hispanophones d'Amérique du Sud.

La place des langues

Les langues éparpillées en Guyane sont loin de posséder un statut uniforme. Il y a encore trente ans, le français était considéré comme l'unique langue digne de ce nom dans le département.

Dans l'éducation

La scolarité obligatoire alliée au dynamisme démographique ont empli les écoles d'enfants

Dans les médias

Ils ont longtemps été réservés à la langue officielle, le français. Appuyé par le mouvement autonomiste, le créole est la langue de la revendication sociale. La télévision diffuse quelques heures de cours hebdomadaires, où il est aussi question du français de Guyane. Se sont créées des radios et une télévision privées, très majoritairement créolophones, mais, par le simple biais de la chanson, il y a longtemps que le créole est présent sur les ondes... Aux autres langues de Guyane de se trouver une place sur cet échiquier franco-créole !

Dans la littérature

Le rayon Littérature des libraires de Guyane propose à plus de 95 % des ouvrages en français ; le reste est en créole : un chantre de la négritude qui n'a écrit qu'en français ; une poignée de passionnés, talentueux et courageux poètes, un ou deux folkloristes attentifs... le tout desservi par une stérilisante polémique autour de l'écriture du créole. Toutes les autres langues de Guyane sont, pour ainsi dire, inexistantes.

monolingues ont pratiquement disparu. En revanche, le français local continue de s'enrichir de mots créoles (re)francisés.

Pour toutes les autres langues indigènes (amérindiennes et noir-marron), le tableau paraît presque moins sombre. Seul l'arawak est, à court terme, vraiment menacé dans l'espace francophone. Aux autres revient désormais un exercice difficile, savoir jongler avec deux mouvements antagonistes : d'un côté, le recul grandissant de savoirs et savoir-faire particuliers amputant les langues de tout un

EN GUYANE FRANÇAISE

LINGUISTIQUE COMPLEXE

Françoise GRENAND,
CNRS-IRD, Orléans, France

dont la langue maternelle n'est pas le français. Un emploi timide de la méthode d'apprentissage du français langue seconde n'est pas suffisant pour venir à bout d'un échec scolaire généralisé. Dans ce contexte, l'expérience des médiateurs culturels bilingues (voir plus bas) est une audace à soutenir. Si le français est toujours considéré comme la clé de la réussite sociale, les mentalités évoluent et en 1995 a été créé un « diplôme universitaire de langues et cultures régionales » du niveau de la maîtrise, et tout récemment un CAPES de créole.

Ajoutons que les médias du Surinam et du Brésil diffusent largement sur la Guyane leurs programmes en hollandais et *sranan tongo* d'un côté, portugais de l'autre.

On terminera en précisant que la presse française est en vente en Guyane et le journal télévisé retransmis en direct de métropole, permettant aux irréductibles de ne faire un quelconque effort d'ouverture sur une autre langue que le français.

Quel avenir possible ?

Jusqu'à ces toutes dernières années, le créole guyanais était la première langue parlée en Guyane. Langue maternelle de la majorité de sa population, elle faisait office de langue véhiculaire pour le reste. La scolarité obligatoire a augmenté le niveau de francophonie basique des habitants du département. Le créole guyanais, en tant que langue véhiculaire, a entamé un si net recul qu'il semble difficile à enrayer. En tant que langue maternelle, l'infortune du créole est presque aussi ample. Les créolophones

lexique encyclopédique sur la nature que les plus jeunes générations, accaparées par leur scolarité, n'ont plus le temps ou l'envie d'engranger ; de l'autre, l'entrée de ces sociétés dans la modernité s'accompagnant d'une intrusion massive de vocabulaire. On notera que les langues réussissent encore, pour l'instant, soit à digérer les emprunts selon leurs propres règles phonologiques, soit, bien davantage encore, à créer des néologismes de forme. Mais bien imprudent serait celui qui se risquerait à un pronostic pour les cinquante prochaines années ●

4 La Guyane en chiffres

Loi française interdisant de distinguer l'origine ethnique de la population, les chiffres proposés ci-après sont les estimations basées sur des éléments sociolinguistiques et les recensements communaux officiels.

Le dernier recensement national de 1999 (tableau 1) annonce 153 213 habitants dont 30 % d'étrangers ; même si un total

officieux, prenant en compte la donne récente d'une importante immigration brésilienne clandestine, monte jusqu'à 170 000 heures, ce chiffre n'en reste pas moins dérisoire pour un territoire de plus de 90 000 km².

Une autre caractéristique importante du peuplement de la Guyane est sa rapide évolution. Aujourd'hui, plus aucun des

groupes linguistico-culturels en présence n'est majoritaire en termes de peuplement : même si la proportion de certains augmente rapidement (les Noirs Marrons), si celle de certains diminue (les Créoles), ou encore si celle de certains stagne malgré leur remontée en valeur absolue (les Amérindiens), tous sont désormais minoritaires ●

Créoles guyanais : 58 000	Métropolitains : 17 000
Créoles antillais : 9 000	Amérindiens : 6 240
Noirs Marrons (Bushinenge) 15 000	Hmong : 2 000
Étrangers : 46 000	sources : recensement INSEE, 1999 ; Chambre de commerce et d'Industrie de la Guyane, 1998 ; enquêtes ethnologiques P. & F. Grenand et F. Ouhoud-Renoux

Tableau 1 : Répartition démographique de la Guyane française en 1999

<i>population</i>	<i>rive française du fleuve Maroni</i>	<i>côte atlantique et estuaire du Maroni</i>
- 9 000 Ndjuka/Paramaka	5 500	3 500
- 3 500 Aluku	2 500	1 000
- 2 500 Saramaka	-	2 500
TOTAL : 15 000 personnes		

Tableau 2 : Les Noirs Marrons (Bushinenge) en Guyane française en 1999

<i>famille linguistique</i>	<i>nombre et nom</i>	<i>localisation</i>
karib	2 700 Kali'na (anciennement Galibi) 780 Wayana (anciennement Roucouyennes)	côte intérieur
arawak	950 Arawak proprement-dits (dits aussi Lokono) 700 Palikur	côte côte
tupi-guarani	710 Wayampi (Wayãpi) 400 Teko (anciennement Emerillon)	intérieur intérieur
TOTAL	6 240 personnes	

Tableau 3 : Les Amérindiens en Guyane française en 1999.

Est comptabilisée ici pour chaque ethnie la seule fraction établie dans les limites du département.

Total des Étrangers : 46 000 personnes, dont :	
19 000 Haïtiens 13 500 Brésiliens 4 000 Surinamiens	3 000 Chinois 3 000 Guyanans 1 200 Saints-Luciens et Dominicains

Tableau 4 : Les Étrangers en Guyane française en 1999

Présences créoles en Guyane

La Guyane est la seule région du monde où se côtoient des créoles à base française¹ et des créoles à base anglaise. Parmi les créoles à base lexicale française présents en Guyane, on compte le *créole guyanais*², divers créoles des petites Antilles (guadeloupéen, martiniquais, saint-lucien), et le créole haïtien. Parmi les créoles à base lexicale anglaise, on trouve les créoles parlés par les Businenge (ou Noirs Marrons) : l'*aluku*, le *ndyuka* et le *pamaka* (appelés aussi *nenge*), et le *saamaka* (créole anglo-portugais)³.

Bien que les légères différences structurales qui existent au sein des créoles d'une même base lexicale soient souvent brandies par les locuteurs pour marquer leur appartenance à un groupe (aluku, ndyuka, etc.), ou leur origine régionale (martiniquais, guyanais, etc.), l'intercompréhension en Guyane est presque totale au sein des locuteurs de créoles français, et au sein de ceux de créoles anglais (à l'exception du *saamaka*, dont la mixité anglo-portugaise limite l'intercompréhension avec les autres créoles anglais).

Bien que toutes créoles, ces langues sont loin d'avoir le même statut en Guyane. Il faut distinguer en particulier les langues régionales des langues d'immigration. Parmi ces dernières, le haïtien est sans doute la plus dévalorisée, parlée par une population socialement marginalisée (mais néanmoins conséquente, la communauté haïtienne représentant près de 9 % de la population guyanaise⁴). Les *langues businenge*, parlées à la fois par des citoyens français et par des populations émigrées du Surinam (Léglise, à paraître), prennent une place de plus en plus importante dans la société guyanaise, et en particulier à l'école : le nombre total de locuteurs en Guyane s'élève à 37 200 (Price 2002), soit près de 24 % de la population guyanaise recensée, et dans une ville comme Saint Laurent du Maroni, 53 % des élèves déclarent

parler *nenge* en L1 (Léglise, à paraître). Dans l'Ouest, le *nenge* (ou le *sranan tongo*, langue des Créoles du Surinam) est le véhiculaire dominant. Cependant, il reste mal connu et dévalorisé par les non Businenge (l'hétéro-dénomination '*taki taki*' est confuse et péjorative).

Le *créole guyanais*, qui, comme les *langues businenge*, a le statut de langue régionale, a longtemps été la langue véhiculaire en Guyane, et reste la langue des Créoles. Il diffère sensiblement des créoles des Antilles par son lexique et certaines constructions grammaticales. Une importante immigration originaire de Sainte-Lucie, venue en Guyane lors de la ruée vers l'or dès 1850, a contribué à en modifier sensiblement les structures dans certaines zones (à Saint Laurent, par exemple). C'est sans doute la langue régionale la plus reconnue et la mieux diffusée officiellement : ses locuteurs ont accès au CAPES de créole, elle fait l'objet de programmes scolaires depuis une vingtaine d'années (Goury & ali., à paraître), les chaînes de radio et de télévision locales proposent des programmes en créole. Cependant, son statut est mis en cause par la place de plus en plus importante du français dans des domaines qui lui étaient autrefois réservés (comme le rôle de véhiculaire), et par le nombre croissant de locuteurs de *nenge* dans l'Ouest (Léglise, à paraître).

Ce très rapide panorama de la situation des langues créoles devra sans doute être revu à la lumière des études en cours sur la situation sociolinguistique de la Guyane (voir les travaux de Migge, Léglise, Alby, réalisés avec le soutien de la DGLFLF).

Depuis une vingtaine d'années, les études sur les langues créoles font reculer les préjugés qui les réduisent au rang de langues simples, sans grammaire, avec peu de vocabulaire, même si ces idées persistent encore, parfois même au sein de la population créolophone. Aujourd'hui, on sait qu'elles peuvent nous apprendre beaucoup sur la faculté humaine du langage (cf. le « laboratoire créole » de C. Hagège, 1987). Malheureusement, le créole guyanais est le moins étudié des créoles français, contrairement, par exemple, aux créoles haïtien et antillais, et les langues

businenge sont encore peu représentées en créolistique française. Il faut souhaiter que les travaux de M. de Fauquenoy, F. Peyraud, D. Schlupp, S. Pfänder, W. Jennings sur le guyanais, et de B. Migge et L. Goury sur les langues businenge suscitent, au sein même des communautés créolophones, des vocations de linguistes afin de combler ces lacunes ●

Références

- > Goury L., Launey M., Lescure O., Puren L., à paraître. « La Guyane, l'école et les langues ». In *Univers Créoles*, volume 5.
- > Hagège C., 1987. *L'homme de paroles*. Fayard, Paris.
- > Léglise I., à paraître. « Langues frontalières, langues d'immigration en Guyane française : pratiques et attitudes d'enfants scolarisés en zone frontalière ». In *Glottopol* 4.
- > Price R., 2002. *Maroons in Surinam and Guyane : How many and where?* *New West Indian Guide*, 76 (1).

¹ Les langues créoles sont traditionnellement classées par les linguistes en fonction de la langue européenne qui a fourni la majeure partie du vocabulaire au moment de leur formation.

² En italique, les langues pouvant prétendre au statut de langues régionales.

³ Et le Guyanese Creole, originaire du Guyane, dont nous ne parlerons pas ici en raison de l'absence de données le concernant en Guyane.

⁴ Léglise, à paraître. En 1999, 156 000 habitants ont été recensés en Guyane.

« En Guyane, si les langues vernaculaires en présence sont maintenant bien identifiées, la situation sociolinguistique guyanaise – qu'il s'agisse de vernaculaires et/ou de véhiculaires, de langues officielles, régionales et/ou d'immigration – demeure peu connue, tant au niveau du DOM dans son ensemble que dans ses spécificités régionales », en dehors de quelques travaux récents appelés des vœux des linguistes impliqués dans la description et la promotion de ces langues¹. Trois projets de recherche complémentaires prenant pour objet une description des pratiques et attitudes linguistiques en Guyane, bénéficient actuellement de financement de la DGLFLF². Le premier consiste en un

diagnostic sociolinguistique général des langues en contact dans l'Ouest guyanais, le second étudie la construction des identités sociolangagières dans la communauté businenge, le troisième s'intéresse aux contacts de langues kali'na-français auprès de populations en âge d'être scolarisées.

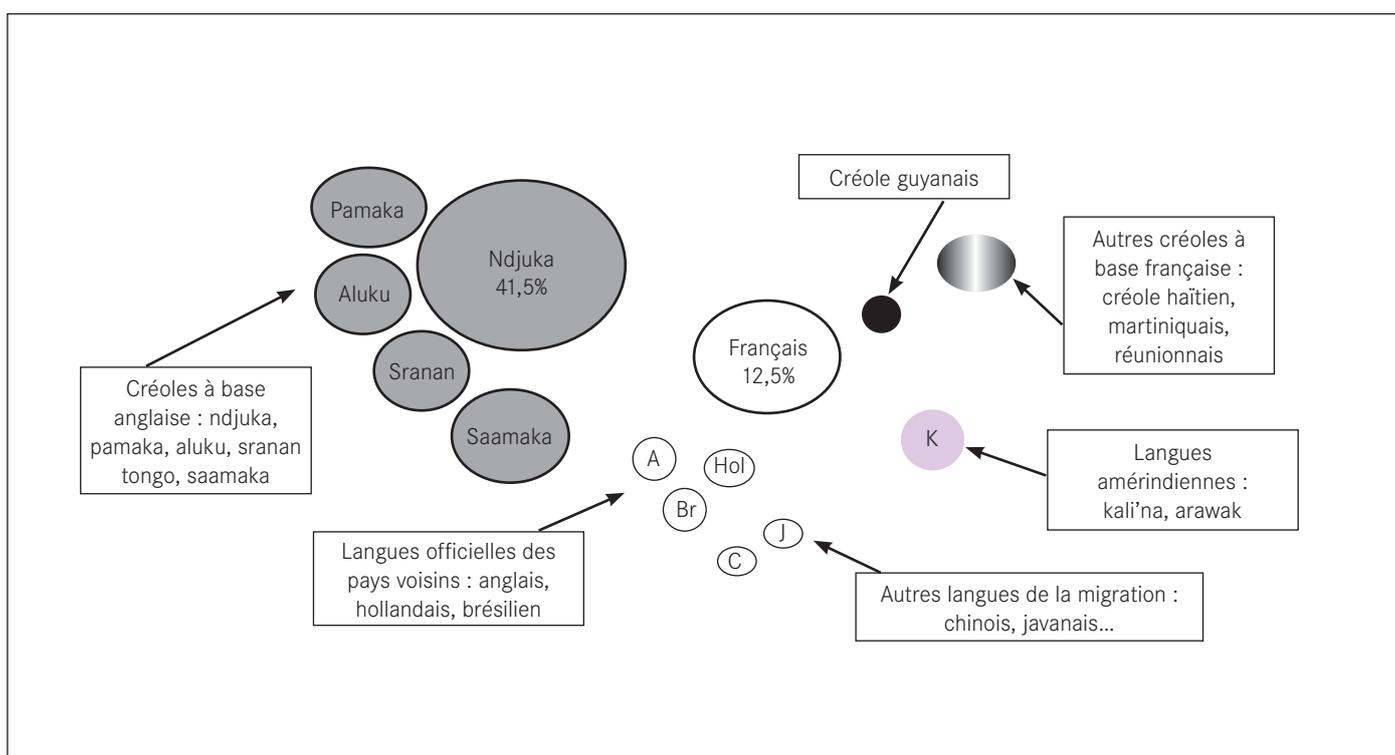
Un diagnostic sociolinguistique

Le diagnostic sociolinguistique s'attache à décrire la situation des langues en présence dans l'Ouest guyanais dans différentes situations de communication (en famille, entre amis, au travail, à l'école...). À partir de larges échantillons dans les différents sites géographiques, on

tente d'une part de faire le point sur le poids des langues en présence, sur les dynamiques à l'œuvre en termes de véhicularisation/vernacularisation, de transmission des langues, de processus de minorisation / déminorisation. D'autre part, on essaie de mettre au jour les attitudes des locuteurs vis-à-vis de leur(s) propre(s) langue(s) comme vis-à-vis de celles des autres et enfin on tente de mesurer les effets des contacts sur les pratiques langagières et sur les langues elles-mêmes, en particulier sur le français parlé en Guyane. Les lieux et les méthodes d'enquête sont variés. Une enquête en milieu scolaire est en cours par entretiens individuels d'une dizaine de minutes avec les enfants scolarisés en cycle 3 et par observations

RECHERCHES SUR LES LANGUES

TROIS PROJETS POUR COMPRENDRE U



pratiquées en classe et dans la cour de récréation. Cette enquête permet d'ores et déjà d'apporter quelques données quantitatives sur les langues parlées par la population en âge d'être scolarisée dans l'Ouest guyanais, en particulier dans les villes de St Laurent du Maroni³, Mana⁴ et Awala-Yalimapo⁵ où au total près de 400 élèves ont été interrogés. Une comparaison avec d'autres villes se dessine, notamment avec Cayenne et l'analyse des discours produits par les enfants est également en cours de réalisation⁴. À titre d'exemple, le schéma ci-dessous figure les langues premières déclarées par 210 enfants scolarisés à St Laurent du Maroni avant leur scolarisation :

véhiculaire localement, le créole guyanais se révèle peu présent dans l'Ouest et ne semble guère se propager dans la population scolarisée ; il n'est déclaré que dans certaines écoles du centre-ville et essentiellement par des enfants déjà créolophones (en particulier par des élèves parlant le créole haïtien en première langue).

D'autres moyens d'enquête sont également employés. Des enregistrements sont en cours de réalisation dans différents lieux sociaux, en présence ou en l'absence du chercheur : en situation de travail à l'hôpital (échanges médecins-infirmiers-aides-soignants-patients), lors d'interactions commerciales (à la poste, au marché...), dans le cercle familial et amical.

Constitution des identités sociolangagières dans la communauté businenge

Alors que les créoles à base anglaise sont très présents dans l'Ouest guyanais, comme on vient de le voir, aucune description sociolinguistique n'était disponible. Le projet sur la construction sociolangagière dans les langues businenge tente d'y remédier. Les travaux anthropologiques existants et les observations ethnographiques de terrain⁷ montrent très clairement que ces créoles et leurs variétés sociales et stylistiques sont encore vivants et représentent un moyen de communication et d'identification important pour les membres de ces communautés.

LANGUES DANS L'OUEST GUYANAIS

UNE SITUATION ENCORE MAL CONNUE

Isabelle Léglise (UMR 8133 CELIA et Université de Tours)
Bettina Migge (UMR 8133 CELIA et Université de Francfort)
Sophie Alby (UMR 8133 CELIA et IUFM Cayenne)

Si près de 90 % des enfants se déclarent non locuteurs du français avant leur scolarisation, ce sont les 3/4 des enfants qui se déclarent locuteurs de créoles à base anglaise. À la différence de ces derniers qui tendent à avoir une fonction

Ces données, villes par villes, seront croisées avec les discours produits sur les langues en présence et leur usage par les divers acteurs concernés.

Par ailleurs, leur intégration aux systèmes nationaux (éducatif, administratif, économique, etc.) du Surinam et/ou de la Guyane et la migration forte des jeunes vers les centres urbains de la région (Albina, Paramaribo, St. Laurent du Maroni),

¹ Launey, M., 1999, « *Les langues de Guyane : des langues régionales pas comme les autres ?* » in C. Clairis, D. Costaouec, JB. Coyos, coord., *Langues et cultures régionales de France*, l'Harmattan, 141-159.

² (et non 1 / comme je l'ai écrit sur la feuille faxée !) : Délégation générale à la langue française et aux langues de France

³ Léglise et Migge, 2003, « Contacts de langues issus de mobilités dans un espace plurilingue : approches croisées à St Laurent du Maroni, Guyane Française », in Van den Avenne C. (coord) : *Pratiques et représentations des contacts de langues dans des contextes de mobilité*, l'Harmattan.

⁴ Léglise, I., 2002, « Gestion individuelle et collective des langues en contact dans la commune de Mana », communication au X^e colloque Études Créoles, St Denis de la Réunion.

⁵ Alby et Léglise, 2003, « Contacts kali'na-français-créole : minoration et processus de minorisation / déminorisation », communication au colloque *Contacts de langues et processus de minorisation*, Neuchâtel

⁶ Léglise, I., à paraître, « Langues frontalières, langues d'immigration en Guyane Française, les catégorisations à l'œuvre dans le discours d'enfants scolarisés », *Actes du colloque de sociolinguistique de Paris*, septembre 2002.

⁷ Migge, B., 2002, « *Code-Mixing, gender and social identities among Eastern Maroons* ». Society for Caribbean Linguistics, The University of the West Indies, St. Augustine, Trinidad & Tobago.

augmentent les contacts avec les cultures et langues des populations de la côte. Il en résulte des situations sociales et linguistiques pour les Businenge qui d'un côté les obligent à négocier de nouvelles solutions sociales (adaptation, confrontation, etc.) et linguistiques (apprentissage des langues, rejet de leur propre langue) pour communiquer avec les membres des autres communautés, et de l'autre côté produisent de nouvelles pratiques linguistiques entre eux.

On connaît encore très mal les pratiques sociales et linguistiques traditionnelles et nouvelles ainsi que les facteurs sociaux qui les déterminent, de même que les processus linguistiques qui en découlent (*code-switching* ou *mixing*, emprunts). Le but de cette étude est de déterminer l'interaction entre les pratiques linguistiques et les identités sociales chez les Businenge. Les informations sont obtenues à travers des observations ethnographiques sur le long terme et à travers des enregistrements d'interactions naturelles représentatives. La recherche se concentre sur les communautés qui résident traditionnellement à l'est du Surinam et à l'ouest de la Guyane (Aluku-Boni, Ndjuka, Pamaka). Elles parlent des dialectes de la même langue dénommée Ndyuka ou Eastern Maroon Creole (EMC) dans la littérature scientifique et leurs cultures sont très proches.

Les premiers résultats montrent que, comme langue, les variétés businenge

consistent en plusieurs styles linguistiques. Les différences entre eux se trouvent dans le domaine lexical, phonologique et pragmatique. Chacun de ces styles n'est pas seulement étroitement lié à un certain domaine social – *lesipeki fasi* : interactions formelles, *kowonu fasi* : interactions informelles domestiques, *wakaman fasi* : interactions intra-ethnique et publique –, mais symbolise aussi une identité sociale –, *lesipeki fasi* pour les personnes importantes/âgées, *kowonu fasi* pour les femmes, *wakaman fasi* pour hommes de moins de 40 ans⁸.

Contacts de langue kali'na-français

Enfin, le troisième ensemble de langues et cultures en contact dans l'Ouest guyanais concerne les langues amérindiennes et en particulier pour le bas maroni, le kali'na. La situation sociolinguistique et linguistique des enfants et adolescents amérindiens scolarisés assez méconnue, cela a pour effet une incompréhension de la réalité de leurs pratiques linguistiques de la part des principaux acteurs sociaux du département et en particulier de ceux qui jouent un rôle dans le système éducatif. La description des pratiques linguistiques d'un groupe d'enfants Kali'na, âgés de 10 à 12 ans, scolarisés à l'école de la commune d'Awala-Yalimapo a été réalisée⁹. Les enfants de cette école quasi monoethnique sont confrontés à une situation complexe de contact de langues. Ils ont pour langue première, le kali'na – langue amérindienne

de la famille caribe –, leur langue de scolarisation, avec laquelle ils sont contact dès leur plus jeune âge, est le français, mais ils sont aussi en présence de deux autres langues, véhiculaires principaux dans le département, le créole guyanais et le sranan tongo. La complexité de ce contexte linguistique fait que ces enfants sont en butte à de nombreux problèmes.

La description de leur parler bilingue s'est appuyée sur l'analyse d'un corpus oral obtenu lors de l'enregistrement d'un jeu dans la cour de récréation et dans la salle de classe¹⁰. Par ailleurs, l'étude a été étendue aux adolescents scolarisés dans d'autres villes de la région : Mana pour le collège et St Laurent du Maroni pour le lycée et s'intéresse à la subsistance de ce parler bilingue chez ces adolescents fonctionnant éventuellement comme un « parler jeune » aux fonctions identitaires et cryptiques ●

⁸ Migge, à paraître, «The speech event kuutu in the Eastern Maroon community.» In G. Escure & A. Schwegler Eds. *Creoles, Contact and Language change: Linguistics and social implications*. Amsterdam : John Benjamins.

⁹ Alby S., 2001, *Contacts de langues en Guyane française : une description du parler bilingue kali'na-français*, thèse de doctorat de l'Université de Lyon II.

¹⁰ Alby, S. à paraître, « Contacts de langues en Guyane française : discours bilingues en situation scolaire, le cas de la paire de langues kali'na-français », in Jolivet MJ et Collomb G. (dir) *Territoire, mémoire et identité en situation pluriculturelle*.

D'une langue menacée à une langue enseignée : les travaux des chercheurs du CORAL en Guyane

Gabriel BERGOUNIOUX,
Université d'Orléans.

Le CORAL, Centre orléanais de recherche en anthropologie et linguistique, est un laboratoire associant des universitaires et des chercheurs de l'IRD (Institut de recherche sur le développement durable). L'une de ses activités concerne la description des langues et des sociétés, notamment en Guyane. Depuis cinq ans, dans le cadre de projets soutenus par différents ministères (en particulier la Culture, via l'Observatoire des pratiques linguistiques, et l'outre-mer), une équipe a entrepris un travail de description systématique à Saint-Georges de l'Oyapock. Les études de terrain concernent quatre domaines :

- > l'analyse des situations linguistiques ;
- > la description des langues ;
- > la mémoire des cultures ;
- > l'application pédagogique.

Un carrefour de langues

Saint-Georges de l'Oyapock est une île : à l'est un fleuve, qui délimite la frontière avec le Brésil, à l'ouest la forêt amazonienne. Les communications se sont faites par bateau et par avion jusqu'à ce qu'en 2003 une route soit tracée jusqu'à Cayenne. Pourtant, la bourgade, oubliant le temps lointain du bagne, a toujours été ouverte au brassage : populations amérindiennes sédentarisées, immigrants du Brésil, fonctionnaires métropolitains, commerçants chinois et communauté de Noirs-Marrons saramaka, en voie de fusion

avec la communauté créole. Tous cohabitent, échangent produits et services, se marient. Les enfants fréquentent la même école et tous ont le même dispensaire. Quatre langues dominent cet ensemble de 2 200 habitants : le français est la langue officielle, le créole guyanais, la plus ancienne langue véhiculaire, le portugais du Brésil dans sa variante nord-amazonienne, la langue véhiculaire montante et le palikur, la langue de la communauté amérindienne.

Cette diversité n'est pas conflictuelle. Bien qu'elles se rencontrent à chaque instant dans un espace aménagé assez resserré, les différentes communautés linguistiques maintiennent leurs activités et leurs modes de vie dans des sphères le plus souvent autonomes. En revanche, les conséquences de l'hétérogénéité linguistique sont lisibles dans l'échec scolaire ou l'inégalité d'accès aux professions.

Ce qui se passe à Saint-Georges est, pour le linguiste, un véritable modèle pour une observation sociolinguistique. Quelles sont les compétences linguistiques des locuteurs ? Quelles définitions identitaires les fondent ou au contraire en résultent ? Quelles langues sont employées dans les échanges ? Avec quelle alternance dans leur usage ? Quelle est l'influence des médias des deux rives (française et brésilienne) sur l'acculturation et la familiarité avec les différents parlers ? Quel rôle joue l'écrit ? Une série d'en-

quêtes est en cours, ébauchée par Fabienne Leconte (sur la compétence déclarée des enfants en milieu scolaire) et poursuivie par Jean-Louis Rougé et Emmanuel Schang. Les travaux en pragmatique de Pierre Cadiot et François Nemo, ceux concernant le lexique de la modernité et les ethno-taxinomies de Pierre et Françoise Grenand constituent d'autres accès à ce domaine.

Le palikur, le créole

Le travail de description linguistique s'est concentré sur le palikur. Il existe à Saint-Georges deux quartiers palikur dénommés Espérance I et Espérance II, totalisant 320 personnes, le second regroupant les Palikur les plus récemment venus « de l'autre bord » et donc lusophones. L'ethnie palikur, répartie en trois grands pôles que sont Ulukawa au Brésil, Saint-Georges sur la rive française et Tonata-Macouria près de Cayenne, compte 1 500 personnes et affiche un net progrès démographique. On estime à 90 % les locuteurs de ce rameau du groupe arawak, excentré à l'extrême nord-est du déploiement de la famille de langues à laquelle il appartient. Il a fait l'objet de plusieurs travaux depuis une trentaine d'années, notamment dans une perspective d'évangélisation protestante, par Diana et Harold Green au Brésil qui ont entrepris de traduire la Bible. De son côté, Michel Launey (IRD Cayenne) a composé une grammaire de cette langue.

Les recherches conduites par l'équipe orléanaise concernent les savoirs et les usages, mais aussi les lacunes de la description qui rendent plus difficiles la mise en œuvre d'une connaissance de la langue qui ne soit pas réservée aux savants, mais qui puisse être appropriée par les locuteurs eux-mêmes. Parmi les études en cours dans le cadre du CORAL, on citera la confection d'un dictionnaire de langue dans son usage réel, à partir des corpus établis par l'équipe, sous la direction de F. Grenand. La mise au point d'un logiciel spécifique pour le traitement des données est destinée à mettre à la portée de tous un outil électronique ouvert à différents types d'interrogation et incrémentable à l'infini. F. Nemo a concentré son attention sur ce que le passage à l'écriture effacerait dans les textes, marques de deixis, ponctuations et formes d'adresse notamment. Pour ce qui est de la phonologie, à partir d'un échantillon de douze locuteurs des deux sexes et de trois générations, G. Bergounioux a reconstruit la dynamique actuelle d'un système très sollicité par l'importance des emprunts, afin d'évaluer les transcriptions possibles de la langue.

D'autres investigations concernent la transformation du français et le créole, en particulier dans leur relation avec le portugais. J.-L. Rougé et E. Schang ont établi un premier contact avec les collégues brésiliens de l'Amapá.

10 Des savoirs aux bibliothèques

La transformation des conditions de vie des peuples amérindiens, leur participation au marché, leur installation dans les bourgs ou la scolarisation des enfants sont autant de menaces qui pèsent sur la transmission d'une culture. La relation à l'environnement et à la société qui, dans le milieu très particulier de la forêt équatoriale, avait fait ses preuves, la connaissance des ressources, un mode d'échange spécifique sont mis en péril par le bouleversement des usages et des pratiques. Pour préserver la connaissance du monde qui constitue la civilisation palikur, P. et F. Grenand ont entrepris une collecte des données qui doit aboutir à une *Encyclopédie palikur* composée d'une vingtaine de fascicules. Le projet implique une dizaine de collaborateurs. Il s'agit, en quelques années, d'assurer le transfert du maximum d'ethno-

connaissances possibles vers des sources objectivées (livres, CD-Rom, mémoires d'ordinateurs) pour que les Palikur (et les chercheurs) puissent préserver ce qui risquerait sinon d'être irrémédiablement perdu. Des initiatives comparables, avec les mêmes directeurs, sont prévues pour deux autres peuples de Guyane : les Wayana et les Wayampi. Les moyens pour réaliser le travail et l'extension à d'autres langues conditionnent l'avancement du travail, notamment la création attendue d'un cursus d'anthropologie (dans le cadre d'un mastère de Sciences sociales) à l'université d'Orléans.

L'école et la République

Le palikur appartient au patrimoine de l'humanité : comme n'importe quelle culture, suppose l'attention de ceux qui sont chargés d'en assurer la sauvegarde. Mais l'intérêt va au-delà d'une conservation. Les Palikur

constituent une population jeune, puisque 65 % d'entre eux ont moins de 20 ans. Comme tous les Français, leurs enfants sont scolarisés. Or, le taux d'échec, immense, est inacceptable. Il semble qu'une des raisons essentielles tiennent à l'écart considérable existant entre les contenus éducatifs tels qu'ils sont présentés en classe et les expériences, notamment linguistiques, des enfants. Qu'il s'agisse du système de numération ou de représentation géométrique, du rapport à l'écrit ou à l'interaction, de la langue de prédilection ou de la façon de s'approprier la langue, les Amérindiens paraissent systématiquement désavantagés.

Pour remédier autant qu'il se peut à cette situation, le CORAL a pris des engagements qui associent les maîtres en poste à Saint-Georges avec des enseignants du primaire, du secondaire et de l'IUFM. À partir des outils construits dans la recherche (principes

d'écriture, dictionnaire...), il s'agit de concevoir des produits pédagogiques simples, tels que des didacticiels, des imagiers, qui permettent aux enfants de disposer de méthodes correspondant à leurs besoins. Une telle perspective, que les coûts d'impression rendent peu réalistes (un petit album pour enfants a néanmoins été réalisé en prototype par F. Grenand grâce à un soutien de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France), est envisageable à partir d'un équipement informatique et d'exercices développés par l'équipe pédagogique d'I. Nemo ●

L'expérience des médiateurs bilingues dans l'enseignement primaire : une spécificité guyanaise

par Michel LAUNEY et Odile LESCURE
CELIA, IRD-Guyane

Genèse du projet

C'est en 1998 que certains responsables du rectorat de Guyane prennent contact avec l'équipe locale de linguistes du Centre d'étude des langues indigènes d'Amérique travaillant à l'ORSTOM (devenu IRD), afin de recruter et de former, dans le cadre du plan emploi-jeunes, des *médiateurs culturels et bilingues*. Ce projet est l'un des volets d'un dispositif visant à adapter l'école aux conditions très atypiques de la Guyane et tout particulièrement en milieu amérindien et bushinenge (noir marron). Le constat, lucide mais alarmant, était (et reste encore largement) le suivant :

- > un déficit de connaissance sur les langues et cultures des élèves, qui présentent une très forte altérité par rapport aux normes nationales sur lesquelles se fondent les méthodes et les programmes ;
- > un corps enseignant majoritairement métropolitain (et où, même chez les Guyanais, les Amérindiens et Bushinenge se comptent sur les doigts d'une seule main) peu ou pas préparé à cette rencontre et en conséquence incapable de prendre appui sur les connaissances des élèves (milieu naturel, savoir-faire, langue maternelle, organisation sociale...) pour construire les connaissances que l'école doit légitimement transmettre ;
- > chez les élèves, un sentiment d'étrangeté et d'inutilité de l'école, une insécurité linguistique et culturelle nourrissant le mal-être, parfois la rancœur, et en tout état de cause le plus fort échec scolaire du territoire français, autres DOM-TOM compris.

Fonctions des médiateurs

Les médiateurs devaient être des aides-éducateurs, spécialisés dans leur profil

(bilingues français – langue amérindienne ou bushinenge), et dans leurs charges : assurer une présence de la langue maternelle à l'école, en priorité dans les petites classes (avant la fin de la structuration du langage vers 7-8 ans), selon trois fonctions :

- > sécurisation : les élèves trouvent à l'école un adulte qui parle leur langue et ils s'y sentent moins perdus ; issus de leur société, les médiateurs sont capables de gérer des activités exploitant les connaissances extra-scolaires des enfants ;
- > structuration langagière : accompagner et organiser le développement du langage à travers la langue maternelle des enfants, par le genre d'exercices que pratiquent les enseignants en français langue maternelle : c'est à travers sa langue maternelle, quelle qu'elle soit, qu'un enfant développe le langage, et inhiber la langue maternelle revient à inhiber le langage en général, et donc l'ensemble des apprentissages ;
- > médiation, pour une meilleure compréhension réciproque entre les enseignants et leurs élèves (et la société dont ils sont issus), et entre les parents et l'institution scolaire.

Formation

La formation devait comprendre un aspect linguistique, assuré par les linguistes (questions de phonologie et de grammaire générales et ateliers de langues maternelles), et un aspect pédagogique, assuré par des enseignants de terrain et des conseillers pédagogiques.

Le premier stage a eu lieu en décembre 1998, et comprenait sept Amérindiens et dix Bushinenge. Par la suite certains quitteront le projet et d'autres, dont deux

Hmong, y seront rattachés, mais la configuration initiale se maintiendra dans ses grandes lignes. L'aspect le plus fécond et le plus gratifiant a été l'ouverture immédiate de la quasi-totalité des médiateurs aux questions de langue : pour la première fois dans leur vie, leurs langues se trouvaient valorisées à l'intérieur de l'appareil éducatif, ils rencontraient des gens pour qui elles avaient un intérêt, et ils étaient incités à prendre conscience, sous une forme rationnelle, de la réalité de leur fonctionnement. En même temps, ils apprenaient à trouver de l'intérêt aux langues des autres. On se prend à rêver de ce que pourrait être en Guyane et ailleurs un enseignement qui saurait exploiter le potentiel de plaisir et d'intérêt intellectuels, et aussi d'incitation à la connaissance et au respect mutuel, que peut représenter le travail sur les langues.

Bilan et perspectives

Revenus sur leurs lieux d'exercice, les médiateurs ont fait preuve d'inventivité dans les exercices oraux et les supports pédagogiques. Ils en ont d'autant plus de mérite que la suite de leur formation a été chaotique, soit pour des raisons financières (pas de ligne budgétaire pour financer leurs déplacements vers Cayenne), soit en 1999-2000 par l'interruption de l'expérience. Fort heureusement, une nouvelle équipe rectorale a permis à partir d'octobre 2000 le redémarrage du programme, encore qu'avec de nombreux dysfonctionnements. Une seconde promotion d'une dizaine de médiateurs, entrée en fonctions en septembre 2001, n'a ainsi pas reçu de formation sérieuse.

On peut aujourd'hui procéder à un bilan. Là où le projet a fonctionné avec des médiateurs bien formés et bien intégrés à l'équipe pédagogique, l'attitude des élèves

et des parents vis-à-vis de l'école a changé, les enseignants font part d'un soulagement dans leur pratique professionnelle, et il semble même que le niveau scolaire ait été amélioré.

La fin du plan emploi-jeunes, et donc des contrats de la première promotion, a causé beaucoup d'inquiétude chez les intéressés,

mais aussi chez les enseignants, majoritairement acquis au projet après certaines réticences initiales, et chez les parents d'élèves. Un renouvellement a été proposé aux volontaires dans le cadre nouveau des assistants d'éducation, et une volonté politique affirmée du rectorat a permis un « redémarrage » des formations en novembre 2003, dans des conditions

encourageantes. Il reste que le déroulement chaotique des années précédentes a découragé plusieurs médiateurs, et rendu urgente la définition d'une vraie fonction et d'un vrai métier, répondant à un besoin social qui ne fait plus de doute pour personne ●

L'OBSERVATOIRE DES PRATIQUES LINGUISTIQUES

Installé à la délégation générale à la langue française et aux langues de France (ministère de la Culture et de la Communication) et doté d'un conseil scientifique, l'Observatoire a pour mission de recenser et de rendre disponibles les savoirs relatifs à la situation linguistique en France. C'est un comité d'experts, qui ne fait pas de recherches lui-même, mais lance des appels d'offres thématiques et subventionne les travaux de laboratoires universitaires et autres unités de recherche. Le champ de l'observation est celui de la sociolinguistique et concerne les pratiques actuelles, qu'il s'agisse du

français ou des autres langues parlées sur le territoire national. Les données rassemblées proviennent d'enquêtes de terrain, et rendent compte des expériences langagières réelles des individus et des groupes. Elles portent aussi bien sur l'hétérogénéité des usages (variations géographiques et sociales) que sur les questions de contact de langues, de transmission ou d'acquisition ; sur les modalités du plurilinguisme comme sur les évolutions en cours (féminisation, déplacement des normes, effets des supports de l'écrit sur la langue...).

Le rôle de l'Observatoire est aussi de favoriser la collaboration et l'organisation en réseau des équipes et centres de recherche qui travaillent sur les pratiques linguistiques, sur l'ensemble du territoire et dans les pays francophones. Les résultats des recherches et l'ensemble des données recueillies seront intégrés dans une banque de données gérée et actualisée par la DGLFLF ●

Entretien avec Jean-Paul Ferreira, médiateur culturel bilingue de l'Éducation nationale à l'école d'Awala-Yalimapo, Guyane française

L'intérêt que porte Jean-Paul Ferreira aux questions pédagogiques n'est pas récent. Il fut en effet instituteur suppléant à Saint-Georges de l'Oyapock, puis dans son village kali'na (dans les années 93-94). À la même époque, il s'est découvert un intérêt passionné pour l'étude scientifique du kali'na, s'est inscrit dans un DULCR - Diplôme universitaire de langues et cultures régionales (option langues amérindiennes) et a acquis une solide formation sur sa langue. Très sensibilisé aux questions d'aménagement linguistique et de valorisation de sa langue et de sa culture, il a participé aux ateliers d'écriture organisés par la FOAG¹ - et à la « Déclaration de Bellevue » en 1997 (une proposition officielle de graphie pour la langue kali'na).

En 1998, il s'est lancé dans l'aventure du projet « médiateurs culturels et bilingues » dont il est un des moteurs. Actuellement, parmi d'autres activités et projets culturels, il fait partie du GTLCK - *Groupe de Travail sur la Langue et la Culture Kali'na*.

Comment envisagez-vous le métier de médiateur culturel et bilingue ?

Les médiateurs ont une fonction triple. Ils interviennent prioritairement auprès des *élèves* qui sont scolarisés dans un environnement qui leur est très largement défavorable, puis auprès des *enseignants*, en leur apportant des informations d'ordre culturel et linguistique leur permettant d'éviter des erreurs d'approche pédagogique, et enfin auprès des parents d'*élèves* en leur servant de relais auprès de l'administration de l'école (conseil d'école, réunions, orientations

¹ Fédération des organisations amérindiennes de Guyane.

des élèves en difficultés, etc.). L'objectif visé au travers de ces trois fonctions est évidemment une meilleure adaptation de l'enseignement scolaire aux réalités des différents terrains sur lesquels sont implantées les écoles en Guyane.

Les contextes sont d'ailleurs très différents d'une localité à une autre. Sont concernées par le dispositif « médiateurs bilingues », en effet, aussi bien des écoles à classe unique complètement isolées géographiquement, avec une certaine « uniformité » culturelle et linguistique (comme à Awala-Yalimapo, par exemple), que des écoles en milieu urbain avec plusieurs dizaines de classes composées d'élèves venant de milieux culturels complètement différents (essentiellement à Saint-Laurent du Maroni).

Quels sont, selon vous, les enjeux de la prise en compte de la langue maternelle de l'enfant à l'école ?

La question des langues maternelles est une question récurrente depuis une vingtaine d'années en Guyane. Depuis cinq ou six ans, avec le débat national autour des langues régionales, nous constatons, en Guyane, une plus importante attention portée à ces langues par les différentes autorités académiques et politiques. Nous sommes loin, certes, de ce que nous pourrions espérer en la matière, mais le débat a le mérite d'exister.

La question, pour ma part, doit s'envisager sous deux angles. D'une part, sous l'angle de la valorisation politique de ces langues, au moment où dans le monde nous connaissons le curieux paradoxe de l'émergence d'une certaine forme de

régionalisation face à une mondialisation de plus en plus pressante. Sous cet angle, il va de soi que c'est une reconnaissance officielle des langues qui est recherchée : elles sont partie intégrante du patrimoine culturel mondial, et l'école est l'un des « lieux symboles » de partage autour de ces langues. Bien entendu, il ne s'agit pas ici d'une reconnaissance comme langues officielles des états concernées, bien que la question pourrait être largement débattue pour certaines d'entre elles.

D'autre part, nous pouvons aborder les choses sous l'angle pédagogique : pour le cas particulier de la Guyane qui connaît un grave échec scolaire, l'approche pédagogique prenant compte de façon effective les réalités socio-culturelles, dont la langue maternelle des élèves, pourrait être un des moyens d'endiguer quelque peu cet échec scolaire qui semble de plus en plus irréversible.

Il est question bien évidemment d'utiliser les langues maternelles pour des élèves ayant de grandes difficultés à appréhender tout ce que l'école exige d'eux, l'une de ces exigences étant une bonne maîtrise de langue et de la culture françaises.

Cette langue française est par ailleurs l'outil avec lequel seront abordées les autres disciplines de l'école. Une faible maîtrise de celle-ci et c'est l'échec assuré.

L'approche pédagogique peut elle-même se faire sous deux formes :

> des activités menées par les médiateurs culturels et bilingues dans la langue maternelle des élèves en collaboration avec les enseignants concernés.

L'essentiel de ces activités se fonde sur les structurations de base de l'élève dans sa langue et sa culture (espace, temps, langage d'évocation, etc.) ;

> des activités menées directement en langue maternelle, notamment dans les premières années de scolarisation (classes maternelles et cours préparatoire), le français étant introduit au fur et à mesure pour aboutir enfin à un basculement total en français. Les intervenants, durant ces premières années de scolarisation, doivent ici avoir une grande expérience et/ou une bonne formation qui leur permettent de faire face aux difficultés rencontrées.

L'idéal en terme pédagogique serait bien sûr la mise en place progressive en Guyane d'écoles bilingues avec parité horaire, comme cela est déjà le cas dans certaines régions françaises ; mais cette mise en place semble quelque peu compromise, car cette même école à laquelle nous demandons une adaptation conséquente semble pour l'instant peu capable de « produire » en nombre suffisant les étudiants qui seront les professeurs des écoles bilingues de demain.

En quoi votre présence de médiateur culturel et bilingue dans l'école d'Awala-Yalimapo a-t-elle modifié les attitudes générales des enfants, des parents d'élèves et plus largement, de la communauté, face à l'école et face au français ?

Au bout de cinq années de fonctionnement, nous pouvons faire un certain nombre de constats.

Les élèves ont beaucoup changé leur attitude vis-à-vis de leur langue et de son utilisation, ils lui accordent une importance qu'elle n'aurait pas eue auparavant. Ils sentent une certaine formalisation d'une pratique qui se voulait très discrète. Nous avons pu voir un vrai engouement pour les activités menées en kali'na et donc par là même une valorisation de l'école au travers de ces activités.

Les parents d'élèves, quant à eux, avaient, pour le cas particulier d'Awala-Yalimapo, entériné eux-mêmes le projet d'introduction de la culture kali'na à l'école lors d'un conseil d'école. Ils étaient donc en présence de quelque chose qu'ils avaient souhaité, tout en portant un regard critique, pour certains d'entre eux, même si cela n'était pas

forcément exprimé officiellement. Il est vrai que beaucoup d'entre eux, assez jeunes (moins de 40 ans), étaient passés par l'école « classique » et qu'ils se posaient des questions sur cette nouvelle orientation. Cependant, ils appréciaient l'aide non négligeable des médiateurs, surtout dans le cas des familles issues de l'immigration du Surinam qui ont une pratique moins aisée de la langue française.

Le plus grand changement a été, sans aucun doute, l'importance qu'ont prise les grands-parents, qui sont souvent sollicités durant les activités de recherche dans le village. Ils sont donc devenus des acteurs de l'éducation scolaire de leurs petits-enfants, ce qui n'était évidemment pas le cas dans le cadre d'activités uniquement menées en français.

En revanche, il est très important que l'institution Éducation nationale puisse porter une attention toute particulière à cette expérience en terme de suivi, de formation pédagogique des équipes enseignantes, des médiateurs culturels et bilingues, et valorise les productions qui en sont issues pour que nous puissions évaluer de façon plus objective l'influence de ces activités en langues mater-

nelles sur l'acquisition du français.

Quel avenir souhaitez-vous pour le métier de médiateur culturel et bilingue en Guyane ?

Au vu des premiers constats et des revendications du corps enseignant, nous pouvons dire que les médiateurs ont su créer un métier qui s'avère aujourd'hui un complément indispensable de l'action menée par les enseignants au quotidien auprès des enfants. Il est pour cela primordial qu'une vraie formation qualifiante voie le jour afin de professionnaliser ces médiateurs et de leur permettre une intégration à part entière au sein du personnel de l'Éducation nationale.

Les dispositifs « emplois jeunes » et « assistants d'éducation » utilisés jusqu'à maintenant ne peuvent être considérés que comme des mesures d'attente d'une vraie réponse de l'institution visant à intégrer ce personnel qui a su se rendre incontournable dans certaines localités de Guyane ●

La variation sociale en français, Françoise GADET, Ophrys, Gap-Paris, 2003, 136 p.

Cet ouvrage est consacré à la description des usages du français actuel, dans une perspective sociolinguistique. Le français apparaît aujourd'hui en pleine mutation, et sa dynamique actuelle révèle une modification progressive des pratiques discursives : restriction des variétés régionales et sociales, fragilisation du carcan normatif devant l'expression d'identités, reconnaissance du rôle de l'oralité, sensibilisation à l'hybridation des styles, des registres. Facteurs unifiants et facteurs diversifiants sont simultanément à l'œuvre, et la diversité entre façons de parler semble désormais surtout liée aux caractéristiques sociales des locuteurs, à leurs activités et leurs interactions, et aux nouveaux modes de communication.

Situé à un carrefour de problématiques prenant le locuteur comme principe explicatif et établissant des faits langagiers que ni la sociologie ni la linguistique en tant que telles ne sont en mesure d'analyser, l'auteur s'interroge sur les conditions de reconnaissance d'un ordre propre à la sociolinguistique et s'efforce de dessiner, sinon un nouveau champ disciplinaire, du moins, une nouvelle manière d'appréhender certaines questions linguistiques, sensible à ce qui se construit dans d'autres champs disciplinaires comme la sociologie ou l'ethnologie.

Dictionnaire nêlêmwa-nixumwak – français – anglais (Nouvelle-Calédonie), Peeters, Paris, 2000 ; **Le nêlêmwa (Nouvelle-Calédonie). Analyse syntaxique et sémantique**, Peeters, Paris, 2002 ; par **Isabelle BRIL**.

Nêlêmwa et nixumwak sont deux variétés dialectales de l'une des vingt huit langues kanak de Nouvelle-Calédonie, représentant à elles deux un millier de locuteurs. Le nêlêmwa est parlé dans le district coutumier des Nenema, au nord de la Grande Terre ; le nixumwak est parlé dans la région de Koumac.

Le dictionnaire de quelque 3 500 entrées ainsi que les deux lexiques français-nêlêmwa et anglais-nêlêmwa qui l'accompagnent, porte essentiellement sur le nêlêmwa, mais les variantes nixumwak y sont indiquées.

On y trouve également une présentation de la phonologie et de la syntaxe des deux dialectes et deux textes en nêlêmwa issus de la tradition orale. Le deuxième volume présente une analyse grammaticale du nêlêmwa et un texte de la tradition orale. Ces deux ouvrages ont pu être élaborés grâce à la collaboration des membres du Comité linguistique local et à la participation de toute la communauté nenema.

La prononciation de français dans sa variation, sous la direction de **Jacques DURAND, Bernard LAKS et Chantal LYCHE**, *Tribune Internationale des Langues Vivantes*, n° 33, mai 2003, 190 p. Ce numéro est consacré au projet PFC (Phonologie du français contemporain). Ce projet de recherche part de la constatation qu'il est nécessaire de poursuivre le travail de description entrepris depuis au moins un siècle par les spécialistes de la communication parlée et envisage la phonologie du français dans sa diversité géographique, stylistique et sociale.

Une première partie, plus méthodologique et générale, situe la phonologie du français dans son contexte historique et présente le projet, le protocole d'enquête, ainsi que les techniques de transcription et de codage. La deuxième partie est consacrée à des illustrations spécifiques.

Les langues des élèves, sous la direction de **Marie-Madeleine BERTUCCI et Jacques DAVID** : *Le français aujourd'hui*, n° 143, octobre 2003, 128 p.

S'intéresser aux langues des élèves suppose des perspectives multiples. Cet intérêt se traduit par une floraison de travaux dans différents domaines des sciences du langage et de l'éducation.

L'émergence depuis le début des années 70 d'un français dit des jeunes ou des banlieues ou des cités est un phénomène que la communauté des chercheurs n'ignore pas. Ces parlers sont habituellement décrits comme étant des parlers « intersticiels », dans la mesure où ils se développent dans des lieux où se concentrent des jeunes entre deux cultures, entre deux langues, et où se développe la revendication d'une identité spécifique. S'interroger sur les pratiques

langagières revient à s'interroger sur l'identité sociale du sujet et sur son rapport au monde, en fonction de sa place dans la société et de son histoire personnelle.

Faut-il considérer ces parlers comme de simples faits de variation où faut-il y voir, comme le font certains chercheurs, une manifestation de la fracture sociale ? De nombreux élèves y ont recours dans l'école et hors de l'école, dans les banlieues mais aussi en dehors : en milieu rural ou en milieu urbain plus favorisé. Il devient dès lors difficile de les cantonner à la banlieue ou de les réduire à des sociolectes d'initiés ou à des argots propres à une classe d'âge. On peut constater leur vitalité, leur résistance à la norme scolaire et à celle du français écrit. Au plan didactique, les enjeux de ce constat sont importants dans la mesure où la coupure entre les variétés parlées par les élèves et la langue de l'enseignement peut mettre ces derniers en échec. Même s'il n'est pas question d'ériger les *parlers jeunes* en objets d'enseignement, il convient d'en définir le statut, de cerner la relation qu'entretiennent les élèves avec eux et d'en évaluer la pratique réelle par rapport à celle du français scolaire.

Ce numéro souhaite ouvrir la voie à une didactique de la variation linguistique qui, faute d'outils conséquents, reste encore au stade du projet. Il se compose de deux parties intitulées : *Les parlers jeunes, entre norme et variations* (articles de M. Laparra, J. Boutet et F. Gadet, M.M. Bertucci, C. Deprez) et *Prendre en compte la diversité des parlers et des écrits des élèves* (articles de Z. Fagyal, F. Calame-Gippet, F. Rémy-Thomas, S. Wharton, D. Delas).

Retrouver l'ensemble des ressources et des publications de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France

www.dglf.culture.gouv.fr

www.franceterme.culture.fr

www.corpusdelap parole.culture.fr

www.languesdefranceenchansons.com

www.dismoidixmots.culture.fr

À retourner à

Délégation générale à la langue française et aux langues de France

Observatoire des pratiques linguistiques

6 rue des Pyramides

75001 Paris

ou par courriel :

olivier.baude@culture.gouv.fr

Si vous désirez recevoir **Langues et cité**,

le bulletin de l'observatoire des pratiques linguistiques,

merci de bien vouloir nous adresser les informations suivantes sur papier libre

Nom ou raison sociale :

Activité :

Adresse postale :

Adresse électronique :

Date :

Langues et cité

Directeur de publication : Bernard Cerquiglini

Président du comité scientifique

de l'observatoire : Pierre Encrevé

Rédacteurs en chef : Olivier Baude

Secrétaire de rédaction : Jean Sibille

Coordination : Dominique Bard-Cavelier

Composition : www.outlinegraphics.be

Conception graphique : Doc Levin/

Juliette Poirot

Impression : Daneels groupe graphique

Délégation générale à la langue française et aux langues de France -

Observatoire des pratiques linguistiques

Ministère de la Culture et de la Communication

6 rue des Pyramides, 75001 Paris

téléphone : 01 40 15 36 97

télécopie : 01 40 15 36 76

courriel : olivier.baude@culture.gouv.fr

www.dglf.culture.gouv.fr

ISNN imprimé : 1772-757X

ISNN en ligne : 1955-2440

Réimpression janvier 2011

Ce bulletin applique les rectifications de l'orthographe, proposées par le Conseil supérieur de la langue française (1990), et approuvées par l'Académie française et les instances francophones compétentes.

Les points de vue exprimés dans ce bulletin n'engagent que leurs auteurs